

Ivan Krastev
« Construite dans
la peur du passé,
l'Europe
a aujourd'hui peur
de l'avenir »

ENTRETIEN

Le politiste bulgare Ivan Krastev vit entre Sofia, Vienne et le reste du monde. Président du think tank Centre pour les stratégies libérales, à Sofia, il est également membre de l'Institut pour les sciences humaines de Vienne. Dans *Le Destin de l'Europe* (Premier Parallèle, 2017), il analyse l'impact de la crise migratoire de 2015 et les risques de morcellement de l'Europe depuis le Brexit.

Une désintégration de l'Europe est-elle possible ?

Le risque est bien réel. Mais cette notion de désintégration est ressentie de façon très différente selon les pays. Pour Paris et Berlin, l'Europe à deux vitesses est un pas vers l'intégration, alors que l'Est la considère au contraire comme un début de désintégration du projet communautaire. Le sens diffère aussi selon les positionnements politiques. Le moins d'Europe est perçu comme un rééquilibrage par les souverainistes, tandis que les fédéralistes y voient un début de désintégration. On admet plus facilement qu'avant le Brexit la possibilité d'une désintégration, même si on entend par là des choses bien différentes.

Aucune force politique majeure hors Royaume-Uni, pas même les eurosceptiques, n'appelle aujourd'hui à la destruction de l'Union européenne. Mais, comme nous l'avons vu autrefois pour l'URSS ou pour la Yougoslavie, la désintégration peut être la conséquence inattendue d'un processus de réforme ou d'adaptation, lancé justement pour la rénover. C'est un peu comme une crise bancaire où la panique des épargnants voulant à tout prix récupérer leur argent précipite la catastrophe. Si des gouvernements européens, craignant que l'Europe finisse mal, commencent à multiplier les mesures défensives, pensant éviter le pire, cela peut aussi précipiter son effondrement.

L'effondrement de l'URSS est venu du cœur de l'empire, non de sa périphérie. Pourrait-il en être de même pour l'Union européenne ?

En effet, la cause de l'effondrement de l'URSS n'a pas été l'indépendance des pays baltes ou celle de la Géorgie. A la fin des années 1980, la Russie a estimé que payer pour les républiques d'Asie centrale n'était plus dans son intérêt, et elle a tenté de créer une union plus homogène avec la Biélorussie et l'Ukraine. Ce fut le véritable élément déclencheur de la désintégration qui a commencé,

Pour le politiste bulgare, l'un des enjeux des élections européennes sera la question du départ des travailleurs et des étudiants des pays de l'Est et du Sud, dans une Union européenne, en crise d'identité, qui s'inquiète d'une possible désintégration

avant tout, dans les têtes des décideurs comme dans l'opinion publique.

Il pourrait en être de même en Europe si, un jour, la France et l'Allemagne décidaient que l'Union, telle qu'elle est, n'est plus dans leur intérêt. Deux phénomènes contradictoires sont en train de se concrétiser simultanément. D'un côté, avec le Brexit, les forces qui militaient pour une sortie de l'UE ou son démantèlement ont mis la sourdine – comme par exemple Marine Le Pen en France. De l'autre, il y a un fort mouvement de rejet des élites et des institutions, notamment européennes, accusées de ne servir à rien. Les opinions assurent qu'elles tiennent à l'Union européenne, mais elles sont prêtes à revenir sur des valeurs essentielles. Si on limite les prérogatives de la Banque centrale, l'Allemagne restera-t-elle dans l'UE? Si on rétablit les frontières, comment vont réagir nombre de pays? Le fossé entre les souhaits des opinions et les conséquences de certains choix peut accélérer cet effondrement, sans que personne l'ait voulu.

La question des migrations est-elle cruciale dans le débat européen ?

Les gens restent concernés par cette question, mais les études montrent qu'elle n'est pas ou plus considérée comme centrale dans leur vote. Il n'y a pas aujourd'hui de parti important appelant à une ouverture totale des frontières; tous insistent au contraire sur la nécessité de contrôles renforcés. En outre, le nombre des arrivées a beaucoup diminué. La démographie, en revanche, est en passe de devenir une question cruciale, en premier lieu à l'Est. Quand on interroge les gens pour savoir s'ils sont plus préoccupés par l'arrivée des migrants ou par le départ de leurs propres nationaux vers l'Ouest, une écrasante majorité – sauf en République tchèque – s'inquiète d'abord de cette hémorragie des jeunes et des diplômés vers les pays riches de l'ouest et du nord de l'Europe. Cette crainte existe aussi en Espagne et en Italie.

Au début, la mobilité était perçue dans cette autre Europe comme une des libérations de l'après-1989. Pour des pays plongés dans une douloureuse transition, les emplois à l'Ouest paraissaient une magnifique possibilité. C'est en train de changer, notamment parce que le nombre de ceux qui sont partis est devenu trop important... En dix ans, la Roumanie a perdu 20 % de sa population; en Bulgarie, c'est du même ordre.

Il y aurait une peur de la disparition ?

Ces pays de l'Europe centrale et orientale sont pour l'essentiel de petites nations avec des frontières récentes qui ont beaucoup bougé au cours du siècle précédent. Leurs populations sont âgées, car les jeunes ont émigré, et ils craignent qu'un jour plus personne ne parle leur langue. En Pologne et en Roumanie, une majorité se dit prête à soutenir un gouvernement qui rendrait plus difficile l'émigration pour le travail. Le mur de Berlin avait été construit en 1961 pour empêcher l'afflux, vers l'ouest, des citoyens les mieux formés et les plus jeunes de la République démocratique allemande (RDA). Les transferts d'argent vers les familles restées au pays ne compensent pas cette hémorragie.

Y a-t-il une nostalgie de l'ancien monde ?

Le philosophe Karl Jaspers (1883-1969) donne une excellente définition de la patrie: c'est l'endroit que vous comprenez et où vous sentez que vous êtes compris. C'est là une partie du problème de l'Europe: personne n'a le sentiment de vraiment la comprendre, et beaucoup s'y sentent incompris.

Selon une étude de la fondation Bertelsmann, réalisée dans les vingt-huit pays de l'Union, 67 % des Européens estiment que c'était mieux avant... Le niveau de nostalgie est plus ou moins équivalent dans toutes les classes d'âge. Seule la période de référence diffère selon les pays et les générations. L'auteur bulgare Guéorgui Gospodinov est en train d'écrire un roman sur ce thème: puisque l'on n'arrive pas à se mettre d'accord sur l'avenir de l'Europe, décidons ensemble à quel moment du passé récent nous devrions revenir. L'année qui fait consensus est 1989, quand les espoirs à l'Est comme à l'Ouest étaient immenses. L'Europe s'est construite dans la peur de son passé, des deux guerres mondiales. Elle se met à avoir peur de l'avenir.

Les prochaines élections européennes représentent-elles un véritable enjeu ?

Le Parlement européen n'est pas la plus importante des institutions. Quand des gens s'inquiètent d'une poussée de l'extrême droite dans cette assemblée, ils oublient que celle-ci y est déjà forte. Les enjeux sont avant tout nationaux pour chacun des pays, même si le contrecoup politique et psychologique sera évident, notamment en France et en Italie où le Rassemblement national et la Ligue de Matteo Salvini y sont respectivement déjà très puissants. L'extrême droite n'est plus seulement une force protestataire, elle est au gouvernement dans plusieurs pays de l'Union.

Vous vivez à la fois en Autriche et en Bulgarie, deux pays où la droite gouverne avec l'extrême droite...

C'est le même phénomène, avec des explications distinctes. Je ne suis pas très inquiet de l'évolution politique en Autriche. L'extrême droite y est institutionnalisée depuis longtemps, elle a gouverné dans des régions, en coalition avec la droite comme avec la gauche. Ce n'est pas un parti antisystème, et le centre droit s'est renforcé. La démocratie survit dans les pays où le centre droit est plus puissant que l'extrême droite.

En Bulgarie, c'est différent. Les partis bougent plus vite. Sur la question des minorités

ethniques et sexuelles, par exemple, le Parti socialiste est à la droite du centre droit. L'opposition, entre droite et gauche, ne fonctionne pas comme dans l'ouest de l'Europe. La plupart des partis socialistes viennent du communisme, avec des électeurs âgés très conservateurs sur les questions non économiques.

Le risque n'est-il pas d'avoir une extrême droite plus forte que la droite, comme en Italie?

Dans un pays où l'extrême droite devient la force hégémonique de la droite, la démocratie peut difficilement survivre. Ses dirigeants peuvent changer tout le discours politique, et c'est alors le début des démocraties illibérales. Avoir une extrême droite forte pose un problème pour tout système politique, mais tant que le centre droit peut

contrôler la montée des extrêmes, vous pouvez vous en sortir.

On se réfère volontiers aux années 1930. Il y a des similitudes mais beaucoup de différences. Dans l'entre-deux-guerres, le nombre d'anciens soldats était considérable et on croyait au pouvoir de transformation de la violence. L'extrême droite et l'extrême gauche étaient très idéologiques. Les deux voulaient changer et éduquer les peuples, même si le communisme et le fascisme avaient des idées différentes sur cette transformation. Aujourd'hui, les populistes ne veulent pas changer le peuple. Ils ne peuvent pas présenter une idée commune de l'avenir. Au contraire, l'étude de Bertelsmann montre que plus vous êtes nostalgique, plus vous allez voter pour l'extrême droite.

Une unification des extrêmes droites

est-elle possible?

C'est possible, mais en surface seulement. Si on en vient aux questions politiques, entre l'Italien Matteo Salvini et le Polonais Jaroslaw Kaczynski par exemple, il n'y a rien en commun. Ils sont d'accord pour dire qu'il ne faut pas de migrants, mais pas pour régler la question de ceux déjà présents en Italie. Idem sur la politique à mener vis-à-vis de Vladimir Poutine. Cela me rappelle cette blague suisse: trois jeunes garçons – un Français, un Allemand et un Suisse – discutent d'où viennent les enfants. « Du ciel », dit l'Allemand. Le Français rit: « De la chambre à coucher. » Le Suisse s'inquiète: « Ne généralisez pas! Ça change d'un canton à l'autre. » En Europe, c'est pareil, les partis populistes sont différents d'un pays à l'autre. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
ALAIN SALLES ET MARC SEMO

Desislava Terziava

L'artiste bulgare-américaine est née à Sofia en 1990. Arrivée enfant aux Etats-Unis avec sa famille, elle vit aujourd'hui à Detroit. C'est après avoir suivi des études de science politique et de droit qu'elle entame, en autodidacte, un travail artistique à partir de collages. Elle s'intéresse aussi à la photographie, la peinture, la sculpture... et crée des installations accompagnées de performances.

Proof of Identity est un autoportrait réalisé au retour d'un de ses voyages annuels dans son pays natal. « Au centre, signale-t-elle, j'ai mis la photo figurant sur mon passeport – une preuve d'identité, mais seulement la partie immergée de l'iceberg. »

Proof of Identity est également le nom de son exposition en cours, où sont évoqués les thèmes de l'identité, de la nostalgie, de la migration. « Nous vivons dans un monde où l'identité a été atomisée. Les nations et les générations s'affrontent à des frontières floues, et on nous dit, chaque jour, de fournir nos identités comme des faits concrets ne souffrant aucun doute, comme des clés d'accès aux espaces sanctuarisés entre lesquels nous nous déplaçons. »

Exposition *The Proof of Identity*, jusqu'au 11 mai, à Oloman Next Door (Harttarmck, Detroit).